



DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

NEWSLETTER N°9
DÉCEMBRE
2021

EDITO

Nous vivons une époque sans précédent, qui impose à nos MPME de mettre en œuvre des solutions innovantes pour survivre: la mondialisation a changé notre façon de vivre, de travailler et de consommer. Les innovations technologiques ont réduit les dimensions du temps et de l'espace. L'accès au marché négocié n'a pas réussi à renforcer la présence sur les marchés cibles. Les nouvelles exigences réglementaires et commerciales mettent à rude épreuve les capacités financières et techniques des producteurs; et la pandémie de COVID-19 a perturbé la plupart, sinon toutes les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Dans ce contexte de nouveaux modes de production, de distribution et de consommation, les MPME de l'OEACP doivent saisir les opportunités offertes par le monde numérique, notamment en misant sur les sauts technologiques à grande échelle.

Alors que de nombreux pays de l'OEACP disposent d'infrastructures de communications numériques modernes, d'autres ont des réseaux numériques sous-développés. Cependant, dans les deux cas, l'accès abordable aux services numériques pour les MPME demeure une utopie.

L'OEACP est fière d'accueillir une nouvelle génération d'entrepreneurs talentueux dotés de compétences numériques avancées, d'une pensée critique et d'une mentalité innovante en matière de résolution de problèmes, qui mènent la transformation technologique de nos communautés, mais qui ont besoin d'être soutenus pour leur permettre de s'épanouir et d'atteindre leur potentiel.

Pour encourager de tels efforts, la coopération OEACP-UE a mis en place une série d'instruments dans le but de faciliter la transformation numérique de nos économies, notamment : par la fourniture d'outils numériques adéquats pour les MPME; la traçabilité des produits y compris avec l'introduction de la technologie blockchain; l'amélioration des capacités managériales et techniques de nos jeunes entrepreneurs ; la promotion de l'investissement et l'accès au financement dans/pour les MPME ; l'amélioration de l'accès à Internet pour les institutions publiques, les agents de santé, les étudiants, les enseignants, les fonctionnaires et les MPME. Enfin, en facilitant le transfert de technologie et le partage de savoir-faire entre l'Union européenne et l'OEACP et au sein de l'OEACP.

Ces actions visent à rendre nos communautés plus résilientes à d'éventuelles futures pandémies, à promouvoir une plus grande durabilité, à favoriser l'inclusion sociale, économique et culturelle dans le but ultime d'assurer des sociétés plus prospères, pacifiques et justes.



Escipión J. OLIVEIRA GOMEZ,
Sous-Secrétaire Général du Département
de la Transformation Structurelle de l'Économie
et du Commerce

LIBERER LE POTENTIEL DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DANS LES PAYS DE L'OEACP

La numérisation et les technologies d'information montrent en ces temps cruciaux leur importance dans les stratégies des gouvernements pour lutter contre le COVID-19. En Europe et dans les pays industrialisés, les technologies numériques ont soutenu la réponse sanitaire et socio-économique à la pandémie pour faire face à ses conséquences telles que le confinement, les restrictions de mouvement, les couvre-feux, la fermeture des services publics et des établissements d'enseignement, la fermeture des marchés, etc. En Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique, les services numériques peuvent aussi réduire l'impact des pandémies et des crises : garder le lien avec les institutions et les partenaires est une réponse efficace aux crises.

Consciente de l'importance des technologies numériques, l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) et l'Union européenne développent un programme ambitieux : Digital Response Connecting Citizens, en bref, **DIRECCT**.

« La crise du Covid-19 n'était pas qu'une crise sanitaire. Les restrictions de circulation ont affecté l'économie et les services publics, au premier rang desquels l'éducation. Le numérique ne peut pas remplacer les activités en présentiel, mais nous avons constaté qu'il permettait de mieux faire face, de maintenir l'activité et les liens entre les personnes » explique Gwenaël Prié, Digital Task team Leader, à l'**Agence Française de Développement (AFD)**. Les difficultés rencontrées dans les pays ACP en matière de numérique portent sur trois thèmes principaux : i) la connectivité, avec un accès au réseau aléatoire et peu fiable ; ii) les services, qui sont souvent peu développés et où les compétences pour les mettre en œuvre font également défaut ; iii) les utilisateurs, qui doivent pouvoir faire bon usage de ces services, mais ces utilisateurs sont encore insuffisamment formés.

Financé par le Fonds Européen de Développement pour un montant total de 15,4 millions d'euros, ce « Programme ACP-UE de réponse nu-

mérique à la crise COVID-19 » est déployé dans plus de 50 pays ACP via des partenaires locaux ou régionaux. Il est mis en œuvre conjointement par l'AFD et l'**agence belge de développement ENABEL** et contribue à rendre le numérique accessible à tous en développant une dizaine de projets dans des domaines fragilisés, notamment la santé, l'éducation et l'économie. Piliers du développement et du bien-être des populations de chacun des pays concernés, ces trois secteurs ont été durablement touchés par la crise.

Se félicitant de cette nouvelle initiative, S.E. M. Georges Rebelo Pinto Chikoti, Secrétaire général de l'OEACP a déclaré que « nos efforts conjoints amélioreront la vie et les moyens de subsistance de nombreux citoyens de l'OEACP grâce au développement et au partage des bonnes pratiques et à la promotion d'une transformation numérique centrée sur l'humain, qui comblera l'écart de développement socio-économique, avec une attention particulière aux besoins des femmes et des filles. »



Le programme DIRECCT fait également partie de **la réponse numérique globale de l'UE** dans le but de tirer parti des solutions numériques pour lutter contre la pandémie et atténuer ses impacts sociaux et économiques. C'est dans ce contexte que l'UE et ses États membres ont créé une plate-forme appelée **Digital for Development (D4D) Hub**, afin de favoriser une approche coordonnée de l'UE plus forte dans les pays partenaires.



La technologie numérique pour appuyer la santé

La numérisation et la cyber santé ont suscité un intérêt croissant pour le renforcement des systèmes de santé au cours de l'année écoulée. Elles permettent une meilleure gestion, de meilleurs flux d'informations, des processus améliorés, une meilleure orientation client, conduisant à plus de transparence, une meilleure inclusion et une plus grande responsabilité.



Paul Farmer - @AFD

Les services de santé de tous les pays ont été particulièrement touchés par le COVID-19 et font face à d'énormes manques de ressources (matérielles, humaines, financières, logistiques), soulignant le besoin urgent de promouvoir l'échange de données importantes et sensibles pour surveiller la situation épidémiologique des pays et permettre une coordination efficace au niveau régional. Pour les centres de santé communautaires, la numérique doit aussi être un outil de désenclavement des centres de santé isolés : établir la connectivité et l'accès aux services numériques améliorera la qualité des soins.



Paul Farmer - @AFD

Dans les Caraïbes, DIRECCT soutient l'Agence Caribéenne de Santé Publique (**CARPHA**) qui met en place un système unifié de collecte et de gestion des données de santé publique dans les pays de la communauté caribéenne. L'objectif est de standardiser, stocker et mettre

à disposition des États, des données de santé dont l'hétérogénéité actuelle empêche une analyse globale et pertinente de l'évolution des pandémies et la mise en œuvre d'une réponse coordonnée par les États de la Caraïbe.

Dans le Pacifique, 22 États membres de la Communauté du Pacifique bénéficieront du projet pour renforcer leurs capacités techniques et humaines. Le projet est mis en œuvre par le Pacific Public Health Surveillance Network (**PPNHS**), une organisation régionale qui agit comme un « chien de garde » pour le développement des épidémies et vise à renforcer de renforcer son rôle essentiel de surveillance.



Ricci Shryock - @AFD

L'AFD et ENABEL sont également fortement impliquées en Afrique, à travers des organisations travaillant avec des partenaires locaux ou régionaux. Au Sénégal, ENABEL et l'ONG Oxfam renforcent l'accès aux réseaux numériques pour les centres de santé, notamment ceux situés dans des zones éloignées des villes, dont le manque de communication avec les centres de décision a un fort impact sur l'offre et l'échange d'informations.



Chantal Regnault - @AFD

DIRECCT soutient également 11 fablabs¹ africains (ateliers de fabrication numérique) au Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Sénégal et Togo. Le porteur du projet, Réseau Bretagne Solidaire (RBS) en partenariat avec le Réseau Francophone des fablabs d'Afrique de l'Ouest (**ReFFAO**) se sont associés pour doter ces laboratoires de machines de fabrication numérique et de consommables pour produire sur place des dispositifs de protection, de prévention et de détection de la santé. « Pendant la pandémie, nous avons été confrontés à des problèmes humains, matériels et financiers. En effet, il ne nous a pas été facile de trouver d'abord le matériel et les équipements nécessaires à la production en série de dispositifs de protection, puis de trouver des partenaires locaux pour soutenir et accompagner le projet », explique Dodji Honou, Secrétaire général du ReFFAO.



@AFD



@AFD

Au Mali, Donilab a développé un système automatisé de lavage des mains et travaille avec une équipe de spécialistes de la santé sur un respirateur artificiel ; en Côte d'Ivoire, TechLAB a prototypé des masques 3D. Avec 5 imprimantes 3D, il a la capacité de produire plusieurs dizaines de visières par jour ; au Bénin, BioLab a imprimé des masques et des visières pour les distribuer aux centres de santé

1 BloLab, Cotonou, Bénin; WakatLab, Burkina Faso; AgriLab, Côte d'Ivoire; Tic4Ed, Côte d'Ivoire; YopCreaLab, Côte d'Ivoire; H-FabLab Côte d'Ivoire; DoniFab, Mali; SahelFabLab, Mauritanie; SenFabLab, Sénégal; Sonatel, Sénégal; Ker-thioassane, Sénégal

de la ville de Cotonou. Selon Hugues Aubin, administrateur du Réseau Français des Fablabs, « Nous avons tiré les leçons de la crise du coronavirus en démontrant la capacité à concevoir, déployer et opérationnaliser sur le terrain des solutions de santé partagées pour le bien commun de l'humanité. Dans le cas de notre projet, il s'agit de relocaliser la production de ces solutions par une fabrication distribuée et solidaire au plus près des populations, en associant territoires, fablabs et professionnels de santé. Le tout dans une coopération internationale autour d'un réseau et d'un vivier de moyens partagés en intelligence collective. » Ce renforcement des capacités des fablabs locaux à travers l'appui du programme DIRECCT devrait enfin permettre d'accompagner les systèmes de santé locaux à travers une production locale durable de dispositifs de santé, tout en soutenant les actions globales des fablabs africains en levant la barrière d'accès aux équipements.

Favoriser la continuité et la qualité de l'éducation grâce à la transformation numérique

L'épidémie de COVID-19 a affecté l'éducation d'environ 1,37 milliard d'étudiants. Bien que temporaire, l'impact était important et nécessitait des mesures d'atténuation rapides et appropriées. Tout comme en Europe, de nombreux pays ACP ont également fermé temporairement des établissements d'enseignement, affectant les apprenants à tous les niveaux. L'absence d'une éducation continue de qualité aggrave considérablement les inégalités sociales existantes et pourrait même déstabiliser les sociétés. C'est pourquoi aujourd'hui plus que jamais, la technologie et en particulier le e-learning, doivent permettre la poursuite de l'éducation et de l'instruction.



Ricci Shryock - @AFD

Pour les universités, utiliser le numérique pour entretenir des liens avec leurs étudiants et les autres pôles universitaires est donc essentiel. En Afrique de l'Ouest, les efforts sont menés par l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et le Réseau de recherche et d'éducation d'Afrique de l'Ouest et du Centre (WACREN), lancé en 2006 et qui vise à fournir une infrastructure et des services de classe mondiale pour la Communauté de Recherche et d'Éducation pour le développement d'Afrique de l'Ouest et centrale. Deux universités, au Bénin et au Burkina Faso, ont été sélectionnées pour être accompagnées pour mieux connecter leurs campus à Internet et développer leur offre éducative en ligne. Cette opération de formation vise à

tester un modèle économique de production de formations en e-learning innovantes qui pourraient être diffusées dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne.

Dans le Pacifique, l'Université Nationale du Vanuatu est accompagnée dans le développement de son offre numérique pour prévenir de futures crises sanitaires ou environnementales, notamment par la mise en place d'infrastructures numériques et le développement d'offres de cours en e-learning. De plus, la région est constituée de nombreuses îles et, bien que les universités anglophones du Pacifique Sud et francophone de la Nouvelle-Calédonie aient mis leurs ressources en commun, il y a un manque de cours et de formations à distance qui permettraient aux étudiants d'éviter de trop grands déplacements.



Emmanuelle Andrianjafy - @AFD

L'objectif principal du projet dans les Caraïbes est de faciliter l'accès à la culture, à l'éducation et à l'information pour ceux qui en sont éloignés. Intervenant en Haïti après les crises sociales, économiques et environnementales que le pays a récemment connues, le porteur de projet, **Bibliothèques Sans Frontières (BSF)**, va former et équiper 10 organisations partenaires locales avec « Ideas Cube » et 10 tablettes pour chacun d'eux. Créée en 2015, « Ideas Cube » est une bibliothèque numérique totalement autonome et portable : elle fonctionne sans connexion internet pour donner accès à l'information dans les endroits les plus reculés. Les bénéficiaires auront accès à des contenus sur la santé et l'éducation, tant en créole qu'en français, à travers des MOOC (cours pédagogiques diffusés sur internet), des vidéos, des sites internet, de la documentation, des applications, etc., comme décrit par Frédéric Murat, Responsable des opérations internationales de BSF : « A travers les structures locales soutenues dans le projet, BSF souhaite toucher les élèves des écoles ainsi que les populations vulnérables, parfois déplacées, qui n'ont pas accès au savoir, à l'information et en général à des contenus pertinents pour le développement d'initiatives locales à forts impacts pour la communauté. »

En parallèle, dans 12 pays ACP et partenaires de la coopération belge, le programme Wehubit d'ENABEL destiné à stimuler l'innovation sociale numérique dans l'éducation, a déjà lancé un nouvel appel à propositions sur le thème « EdTech - Utiliser les technologies éducatives pour améliorer la qualité et la continuité d'enseignement et d'apprentissage ». Le programme **Wehubit** soutient des projets utilisant des approches hybrides combinant des solutions d'apprentissage en ligne et hors

ligne, en portant une attention particulière à l'inclusion des apprenants issus de milieux défavorisés et d'autres groupes vulnérables.



Kibuuka Mukisa Oscar - @AFD

Résilience économique des MPME grâce à un accès accru à la connectivité et aux services numériques pertinents

Les Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) ont été particulièrement touchées à travers les pays, leurs activités et revenus réduits par la crise et le confinement, leurs salariés souvent incapables de travailler, alors qu'il fallait encore payer des charges. Avec la faible offre ou la sous-utilisation des services numériques, de nombreuses MPME ont éprouvé des difficultés à adapter leur organisation, leurs opérations et leurs rendements aux contraintes du confinement. La transformation numérique des entreprises, en particulier des MPME qui représentent environ 90 % du tissu entrepreneurial et une part de l'emploi qui fluctue entre 50 et 70 % dans les régions de l'OEACP, est essentielle pour accroître leur résilience et assurer leur pérennité.



@AFD

Expertise France s'engage aux côtés de l'Agence française de développement (AFD) pour accompagner la transition numérique en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Togo et au Ghana, ainsi que dans les 15 États de la Communauté des Caraïbes à travers le programme DIRECCT. Le projet consiste à accompagner la transformation numérique des Micro, Petites et Moyennes Entreprises pour favoriser la continuité de leurs activités lors de pandémies ou autres chocs. L'agence de coopération technique s'appuie sur les chambres de commerce nationales d'Afrique de l'Ouest ainsi que Caribbean Export et développera le projet en 3 phases : identification des besoins des entreprises,

conception d'outils adaptés à leurs besoins et leur mise en œuvre à travers la formation technique des utilisateurs.



@AFD

Au Sénégal, ENABEL accompagne 200 MPME actives dans l'économie verte (agriculture, recyclage des déchets, etc.) pour suivre un programme de formation sur la transformation numérique. Un autre aspect important de l'accompagnement fourni est de permettre aux entreprises d'adopter des solutions numériques existantes, comme le décrit M. Stefano K. Amekoudi, Responsable des interventions d'ENABEL au Sénégal : « Nous avons identifié des start-ups qui développent des solutions agro-tech, nous les accompagnons afin de pouvoir les mettre en relation avec les 200 MPME soutenues par le programme, afin de pouvoir leur apporter des solutions adaptées à leurs besoins et à leur réalité. »

Une autre initiative est celle menée par **Oxfam** en collaboration avec l'AFD, qui se concentre sur les zones rurales et travaille avec des organisations dirigées par des groupes de femmes. Tout a commencé en 2006, lorsque l'ONG a soutenu des groupes appelés « Groupes d'épargne pour le changement » construits sur le modèle de la tontine traditionnelle. En 2017, l'inclusion financière de ces groupes de femmes a été renforcée grâce à l'adoption de services de finance mobile, soutenus par l'AFD. Ce projet cible 13 800 femmes organisées en Groupements d'Intérêt Economique. « Ce projet est désormais complété par un accompagnement apporté dans le cadre du programme de réponse numérique, dans le but de mettre en place plusieurs systèmes d'accès au marché et de paiement ainsi que des modes de financement pour permettre à ces groupes de poursuivre leurs activités », déclare un représentant d'Oxfam Sénégal.



Stéphane Barbant - @AFD

Tirer parti de solutions évolutives et durables pour promouvoir l'inclusion financière dans les pays ACP

La finance numérique permet des paiements, des dépôts et des crédits à l'aide d'applications mobiles ou numériques. La finance numérique crée également de nouvelles opportunités pour les entreprises et les particuliers dans toutes les régions du monde, à la fois dans les communautés urbaines et rurales. Néanmoins, il reste un long chemin à parcourir car 1,7 milliard d'adultes ne sont toujours pas bancarisés, en particulier les femmes et les jeunes. Cela représente environ 50 % des adultes dans les pays ACP.

L'initiative de 14,5 millions d'euros « Tirer parti de la finance numérique pour augmenter la résilience » lancée en mai 2021 par l'Union européenne et l'**Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique** en partenariat avec l'**UNCDF**, vise à

libérer le potentiel de la finance numérique au profit de plus de 600 000 femmes, jeunes et entrepreneurs en Afrique (Gabon, Niger, Malawi et Éthiopie), dans les Caraïbes (Trinité-et-Tobago et États des Caraïbes orientales) et dans le Pacifique (Vanuatu, Samoa, Timor Leste, Tonga et Fidji).

Au Malawi par exemple, le programme a été lancé en juillet 2021, afin de promouvoir des économies numériques qui ne laissent personne de côté, comme l'a déclaré Idriss Kissiti, Coordinateur de la Finance numérique à UNCDF : « La transformation numérique joue un rôle clé au Malawi à travers son impact quant au renforcement de l'efficacité de la gouvernance, la transformation du secteur agricole et énergétique, et l'amélioration de la santé et de l'éducation et de la lutte contre les inégalités. Cependant, le

rythme et l'intensité de la transformation numérique doivent garantir que les personnes, en particulier les jeunes, les femmes et les groupes marginalisés, ne sont pas exclus mais habilités à utiliser dans leur vie quotidienne des services qui tirent parti de l'innovation et de la technologie et contribuent à la réalisation des ODD. »

- En savoir plus sur le programme : https://businessacp.com/wp-content/uploads/2019/12/FACSHEETS-LEVE-RAGING-12_10-FR.pdf
- Twitter @UNCDFdigital, @UNCDF
- LinkedIn: UNCDF digital, UNCDF

